



Le directeur Afrique du National democratic institute (NDI), Christopher Fomunyoh, était l'invité de RFI le 20 octobre 2019. Il a répondu aux questions de Radio France Internationale sur le grand dialogue national qui vient de se tenir à Yaoundé.

237actu.com vous propose l'intégralité de cette interview

Est-ce que vous regrettez aujourd'hui de ne pas avoir participé au dialogue camerounais ?

Je pense que les assises de Yaoundé constituent une étape importante, une étape significative dans la recherche de la paix au Cameroun et que le plus important c'est que certains de nos compatriotes se sont réunis pour réfléchir sur comment sortir le pays de la crise actuelle.

Êtes-vous d'accord avec une personnalité comme le cardinal Tumi qui a salué comme une réussite ce dialogue camerounais ?

Comme je l'ai dit au départ, lorsque le dialogue avait été annoncé que c'est un premier pas, un pas important, il faut qu'on le reconnaisse. Mais qu'on continue à oeuvrer parce qu'on ne peut pas se dire que ce serait la seule solution à ce problème qui dure depuis plus de trois ans.

Concernant les conclusions du dialogue, dont davantage de décentralisation et un statut spécial des deux régions anglophones, quel regard portez-vous sur ces conclusions, sont-elles suffisantes pour sortir de la crise ?

Cela signifie qu'il y a eu une reconnaissance quelque part de ce que cette particularité doit être intégrée dans la recherche des solutions. Mais nous attendons tous de voir le contenu parce que ce n'est pas la première fois qu'il y a eu des promesses de paix, nous attendons pour voir de façon concrète ce qui est proposé réellement et effectivement, comment cela sera mis en oeuvre... La question du fédéralisme a été écartée lors des discussions.

Est-ce que vous le regrettez ?

Je crois que dans le cadre actuel, il y a tellement de sujets qui auraient pu être très utiles. Mais, je pense que le plus important c'est d'abord de ramener la paix en se disant qu'une fois que celle-ci reviendra, même les sujets qui n'ont pas été abordés trouveront leur place dans le débat sur l'avenir du Cameroun.

En marge de ces discussions, il y a eu des libérations. Pensez-vous qu'elles représentent un geste d'apaisement suffisant ?

Oui, c'est un geste d'apaisement et je me dis peut-être que cela augure une accalmie. Ces libérations sont à saluer et j'aimerais vraiment que tout le monde continue à oeuvrer dans le même sens.

Il y a eu des libérations mais elles n'ont pas concerné des personnalités comme Sisiku Ayuk Tabe. Est-ce que pour vous il faut aussi mettre sur la table la question de la libération des leaders anglophones ?

J'avais déjà eu à le dire par le passé qu'à un moment donné, si la libération de ces leaders anglophones constitue un point de rassemblement de ceux qui ont pris des armes, il va falloir effectivement intégrer cela dans le calcul de la recherche de la paix. Je ne pense pas aujourd'hui que ceux qui ont pris les armes, parce qu'ils sentent que leurs leaders sont en prison vont subitement les déposer si leurs leaders restent emprisonnés.

Quelles sont les prochaines étapes pour aller vers plus d'apaisement et vers la paix finalement ?

Je crois qu'il va falloir garder l'oeil sur la crise actuelle et voir si les résolutions adoptées lors des assises de Yaoundé seront mises en oeuvre, voir ensuite comment les populations vont réagir à ces résolutions et à leur exécution, et voir si les armes vont se taire. Tant qu'il y a encore des affrontements, tant qu'il y a des tueries et des atrocités, finalement les populations resteront très traumatisées et il sera difficile de retrouver la vie normale, la reprise de l'école pour les enfants, ainsi que les activités commerciales et économiques. Je ne vois pas comment le pays pourra évoluer normalement si ces questions d'actualité ne sont pas encore totalement résolues.

Vous étiez au début du mois d'octobre à Niamey (capitale du Niger) pour un forum sur la

consolidation de la démocratie en Afrique où on y a notamment parlé de la limitation du nombre de mandats présidentiels. À quoi sert ce type de réunion ?

Il faut reconnaître que l'un des sujets sur lesquels le continent est buté est celui de l'alternance pacifique. Effectivement, nous nous disons qu'au fur et à mesure que ce sujet, qui autre fois était tabou, deviendra un sujet de débat ordinaire dans les différents pays, cela pourrait peut-être influencer les moeurs et les actions de certains chefs d'État en exercice en Afrique. Cela va dans le bon sens. Et comme nombre de sujets sur le continent, il pourra aussi nous réserver des surprises très agréables. Il ne faudrait pas seulement qu'elles soient tellement lentes, mais que la jeunesse africaine qui est très mobilisée sur la question puisse trouver sa place dans ce renouvellement régulier et constant de la classe dirigeante sur notre continent.
